



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	04
Séance du jeudi et vendredi 1er et 02 mars 2018	05
Séance du jeudi et vendredi 03 et 04 avril 2018	23

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 1ER ET 02 MARS 2018

N° 18-72-1 – PORTANT AVENANT À LA PREMIÈRE CONVENTION DE GESTION DE LA SUBVENTION GLOBALE 2014-2017 RELATIVE AU FSE-INCLUSION ET CANDIDATURE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA GESTION D'UNE NOUVELLE SUBVENTION GLOBALE 2018-2020 AU TITRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FSE 2014-2020

05

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 03 ET 04 AVRIL 2018

N° 18-101-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL EXPLOITATION PETIT MORNE - INVESTISSEMENTS LIÉS À LA PLANTATION DE BANANE, ACQUISITION D'UNE CUVE DE STOCKAGE D'EAU ET D'UN ENSEMBLE DE TRAITEMENT DE LA CERCOSPORIOSE (2015) - RMAR040116DA0970206»

23

N° 18-102-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EARL CHARMINE BANANIÈREPLANTATION DE VITROPLANTS 2017 ET 2018- RÉALISATION DE TRACES- ACQUISITION D'UN CANON POUR LA LUTTE CONTRE LA CERCOSPORIOSE ET D'UNE REMORQUE PENDULAIRE - RMAR040117DA0970046 »

26

N° 18-103-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE EN COFINANCEMENT À LA « SARL EDEN-MÉCANISATION TRAVAUX/CHAMPS, AMÉNAGEMENT STATION CONDITIONNEMENT EN 2015- 2ÈME PARTIE (BANANE) - RMAR040116DA0970084»

29

N° 18-104-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE À LA «SARL EDEN - PLANTATION 2016 ET AMÉNAGEMENT DE STATION DE CONDITIONNEMENT - RMAR040116DA0970195»

32

N° 18-105-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE- ACQUISITION DE MATÉRIEL- CONFECTION DE TRACES (AMÉLIORATION FONCIÈRE) - 2014/ 2ÈME PARTIE - RMAR040116DA0970155 »

35

N° 18-106-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA« SAS CANASUC (EX LAPALUN) - PLANTATION DE 70 HA DE CANNE À SUCRE AVEC DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE VARIÉTÉ, ACQUISITION DE MATÉRIEL DE TRAITEMENT - RMAR040116DA0970009»

38

N° 18-108-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1751-1 DU 20 OCTOBRE 2015 DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À CAP NORD MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DU SENTIER MARTINEAUD À GRANDE SAVANE AU PRÊCHEUR

41



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-72-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-72-1

PORTANT AVENANT À LA PREMIÈRE CONVENTION DE GESTION DE LA SUBVENTION GLOBALE 2014-2017 RELATIVE AU FSE-INCLUSION ET CANDIDATURE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA GESTION D'UNE NOUVELLE SUBVENTION GLOBALE 2018-2020 AU TITRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FSE 2014-2020

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional de Martinique et définition de mesures d'applications ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé l'avenant à la convention de gestion de la subvention globale 2014-2017 relative au FSE-INCLUSION.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, notamment l'avenant mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à tous les ajustements utiles pour la mise en oeuvre de l'avenant à la convention de gestion de la subvention globale 2014-2017, et la candidature de la Collectivité à la gestion d'une nouvelle subvention globale FSE Inclusion au titre de l'axe 3 « *Promouvoir l'inclusion sociale et combattre la pauvreté* » du PO FSE État 2014-2020 pour la période 2018-2020.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Convention
subvention globale
2014-2017

Programmation 2014-2020

Programme opérationnel Fonds social européen ETAT Martinique

de subvention globale de la Collectivité Territoriale de Martinique (ex Conseil Général) au titre du programme opérationnel FSE État 2014-2020

N° Ma Démarche FSE 201600007

Années 2014 - 2017

- Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, notamment son article 123,7 ;
- Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;
- Vu le règlement (UE) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union général de l'Union
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;
- Vu le Code général des collectivités territoriales;
- Vu le Code des communes;
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifié par le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens
- Vu le décret modifié n° 2016-279 du 8 Mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds européens (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020;

- Vu décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020
- Vu l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicables aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
- Vu la décision de la Commission européenne n° C(2014)10127 du 17 décembre 2014 portant adoption du « programme opérationnel FSE Martinique État 2014-2020 »;
- Vu la délibération de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 18 décembre 2014 approuvant la création d'une autorisation d'engagement relative à la subvention globale FSE;
- Vu la demande de subvention globale de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 12 Mars 2015;
- Vu l'avis du Comité de programmation réuni le 19 Juin 2015;
- Vu la notification de la décision de l'autorité de gestion ci-après désignée, en date du 24 Juillet 2015.

Entre l'État, représenté par le Préfet de la Martinique, Monsieur Franck ROBINE

ci-après dénommé « l'Autorité de gestion » d'une part,

Et La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif,

N° SIRET : 229 720 016 00018

Statut : collectivité territoriale

Située à rue Gaston Defferre CS 30137 97200 – Fort-de-France

ci-après dénommé « l'Organisme intermédiaire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Cette présente convention a pour objet d'annuler et remplacer la convention initiale en date du 7 mai 2015 et l'avenant n°1 en date du 18 décembre 2015. Cette présente convention définit les conditions dans lesquelles l'autorité de gestion confie à l'organisme intermédiaire (OI), la gestion d'une subvention globale telle que définie par les règlements européens visés en référence, de crédits du FSE alloués aux opérations relevant des dispositifs définis à l'article 2, au titre du programme opérationnel susmentionné.

Article 2 : Périmètre de la subvention globale - dispositifs concernés

Les dispositifs mis en œuvre par l'OI et cofinancés dans le cadre de la subvention globale, relèvent des objectifs et conditions d'éligibilité des axes, objectifs thématiques, priorités d'investissement et objectifs spécifiques suivants du programme opérationnel :

Dispositif 3.1.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Repérage et intégration dans un parcours d'insertion

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.1 - Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion.

Dispositif 3.1.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Ingénierie de parcours et professionnalisation des acteurs

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.1 - Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion.

Dispositif 3.1.3

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Actions spécifiques en faveur des femmes chefs de familles monoparentales

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.1 - Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion

Dispositif 3.2.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Animation et coordination des dispositifs d'insertion

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.2 - Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.

Dispositif 3.2.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Caractérisation de l'offre d'insertion

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.2 - Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.

Dispositif 3.3.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Professionnalisation des acteurs sociaux

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.4 - L'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général

3.3 - Accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.

Dispositif 3.3.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Dispositif 3.4.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Développement des services à la personne

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.4 - L'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général

3.3 - Accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.

Assistance à l'émergence de stratégies locales

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.6 - Des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux

3.5 - Accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

Dispositif 3.4.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Mise en œuvre des stratégies locales

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.6 - Des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux

3.5 - Accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

Dispositif 4

Axe

Objectif spécifique

Assistance technique

5 - Assistance technique destinée à soutenir les coûts induits par la gestion et la mise en œuvre des fonds structurels spécifiquement FSE

5.1 - Mettre en place un système efficace de gestion, de suivi, de contrôle, d'évaluation de la communication.

Le descriptif technique de la subvention globale, tel que validé par le Comité de programmation compétent et approuvé par l'autorité de gestion, précisant pour chaque dispositif les objectifs stratégiques, le suivi des indicateurs, les types d'opérations ainsi que les critères de sélection des opérations et des bénéficiaires, ainsi que le plan de financement de la subvention globale, figurent en annexes 1 et 2 de la présente convention

Le périmètre de la subvention globale peut être revu, après avis du Comité de programmation compétent, en cas de modification des orientations stratégiques du programme opérationnel, telles que prévues dans le cadre de l'évaluation des programmes opérationnels, aux articles 30, 55, 56, 57, 96 et 114 du Règlement général visé en référence.

Article 3 : Périodes couvertes

3.1 Période de programmation pour les organismes intermédiaires

La période de programmation par l'OI des opérations relevant de la subvention globale s'étend du 7 mai 2015 au 30 avril 2018, la date de signature du relevé des décisions du comité de programmation de l'OI faisant foi.

Les opérations peuvent être programmées :

- si elles n'étaient pas achevées à la date de dépôt de la demande de subvention globale, à savoir le 12 Mars 2015;

- si elles ne sont pas achevées à la date de dépôt de la demande par le bénéficiaire.

3.2 Période de réalisation des opérations

La période de réalisation des opérations programmées par l'OI au titre de la subvention globale y compris pour les opérations relevant de l'axe 5 (assistance technique) s'étend du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2019.

3.3 Date limite de déclaration des dépenses par l'organisme intermédiaire

Au plus tard 12 mois après la fin de la période de réalisation fixée au point 3.2 soit le 31 décembre 2020 pour les opérations de l'axe 3 et pour les dépenses relevant de l'axe 5 (assistance technique), l'OI doit avoir transmis à l'autorité de certification la totalité des dépenses dont il demande le remboursement par le Fonds social européen.¹

3.4 Période de validité et de révision

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification à l'OI.

Toute modification du présent avenant ou de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties. Ces avenants peuvent être conclus jusqu'à 9 mois après la date limite de réalisation fixée à l'article 3.2 de la présente convention

L'OI prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées au présent avenant jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les opérations cofinancées par les Fonds européens structurels et d'investissement prévu par les règlements européens. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'obligation pour l'OI de conserver l'ensemble des informations et des pièces relatives à la mise en œuvre de la subvention globale jusqu'à l'issue d'un délai de trois ans suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dernières dépenses des opérations relevant de la subvention globale, soit au plus tard le 31 décembre 2027.

L'autorité de gestion informe l'OI de la date de ce dernier versement.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne conformément à l'article 140 du Règlement général visé en référence.

Article 4 : Plan de financement de la subvention globale et modalités de révision

4.1 Plan de financement

La subvention globale porte sur un montant prévisionnel indicatif de **42 673 272,09 euros de dépenses totales éligibles dont un montant prévisionnel maximal de 32 651 484,51 euros de crédits européens du FSE.**

La répartition du montant des dépenses totales éligibles prévisionnelles, détaillé par dispositif et par source de financement (public européen, public national et privé), distinguant les montants apportés par l'OI, et synthétisé par axe, objectif thématique, priorité d'investissement, objectif spécifique et dispositif, figure en annexe 2 de la présente convention et constitue le plan de financement de la subvention globale.

4.2 Conditions de révision du plan de financement

¹ Aucune convention de subvention globale ne peut prévoir une date limite de déclaration de dépenses au-delà du 31 janvier 2024.

Les montants et taux d'intervention infra-axe sont indicatifs et peuvent donc être ajustés par l'OI en cours d'exécution, dans la limite des montants et taux d'intervention du FSE fixés au niveau de chaque axe.

Programmation

Compte tenu du contexte local de mise en œuvre de la subvention globale, l'Autorité de Gestion autorise le report des crédits non programmés d'une année sur l'autre dans la limite du 30 avril 2018. Au-delà de cette date, les crédits non programmés seront remis à la disposition de l'Autorité de Gestion qui décidera de leur réaffectation, en lien avec l'OI.

Déclaration de dépenses

A l'issue du dialogue de gestion annuel mené par l'autorité de gestion, celle-ci notifie à l'OI un objectif annuel de déclaration de dépenses. Cet objectif annuel est calculé comme suit :

- A l'issue de l'année n+2, l'OI devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n et 25% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 ;
- A l'issue de l'année n+3, l'OI devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 15% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n, 40% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 et 25% du montant FSE programmé au titre de l'année n+2;
- A l'issue de l'année n+4, l'OI devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 15% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n+1, et 55% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n+2;

Si l'un de ces objectifs n'est pas atteint, l'État peut présenter au comité de programmation compétent un plan de financement modifié diminué des montants FSE non déclaré par année. Ce plan de financement est validé par le comité de programmation de l'État et notifié à l'OI par l'autorité de gestion. Celui-ci annule et remplace le plan de financement figurant en annexe 2 de la convention en vigueur.

L'OI s'engage à assurer les paiements de toute somme due aux bénéficiaires même s'il lui est fait application des règles mentionnées ci-dessus.

Article 5 : Missions confiées et description du système de gestion et de contrôle

5.1. Missions confiées par l'autorité de gestion à l'OI

Ces missions s'exercent pour le compte et sous le contrôle de l'autorité de gestion et dans le cadre général mis en place pour la gestion du programme opérationnel, en particulier pour ce qui concerne la certification par l'autorité de certification des dépenses déclarées à la Commission européenne.

Pour ce faire, l'OI s'appuie sur l'ensemble des procédures arrêtées par l'autorité de gestion et recourt aux documents types mis à disposition par elle pour la mise en œuvre du programme opérationnel. Il doit utiliser le système d'information « Ma-démarche-FSE ».

Les missions déléguées sont les suivantes :

♦ L'OI assure la gestion et le contrôle des dispositifs cofinancés et des opérations qui en relèvent. Pour ce faire, il est tenu de respecter les conditions prescrites par la réglementation européenne et nationale applicable, le programme opérationnel et les recommandations des autorités d'audit et de certification. L'OI applique l'ensemble des procédures et outils définis par l'État pour la mise en œuvre du programme opérationnel. La gestion et le contrôle des opérations cofinancées comprennent :

- l'animation des dispositifs;
- l'information des bénéficiaires potentiels par le biais d'appels à projets permettant d'assurer le respect du principe de transparence dans l'attribution des aides FSE,

- l'information des participants aux opérations et du public, l'appui au montage et la réception des dossiers;
 - l'instruction, la sélection, la notification du montant de l'aide au bénéficiaire et l'établissement de l'acte juridique relatif à l'attribution de l'aide européenne;
 - le suivi de l'exécution de l'opération;
 - le pilotage et le contrôle du recueil et du renseignement des données liées aux participants et aux entités et la qualité de ces données;
 - le contrôle du service fait;
 - et l'archivage.
- ♦ Il assume la responsabilité de la gestion financière des crédits européens qui lui sont confiés. A ce titre, il :
- met en paiement l'aide européenne;
 - s'assure de l'engagement et du paiement effectif des autres cofinancements nationaux mobilisés sur les opérations conformément aux dispositions de l'article 132 du règlement général visé en référence ;
 - met en place un système approprié de suivi des montants versés aux bénéficiaires pour chaque opération ;
- ♦ Il veille au bon avancement des opérations.
- ♦ Il assure le recueil et le renseignement exhaustif et continu dans Ma démarche FSE, outil informatisé de suivi du programme opérationnel, des informations techniques, administratives et financières, nécessaires au pilotage, à l'évaluation, à la gestion et au contrôle des opérations et de la subvention globale.
- ♦ Il organise la sélection des opérations par une instance de décision constituée en son sein et veille à ce que celle-ci respecte l'ensemble des critères de sélection et conditions d'éligibilité applicables.
- L'autorité de gestion est saisie, pour avis, des dossiers présentés en instance technique partenariale de l'OI. A cette fin, la liste des dossiers examinés en cette instance lui est transmise au moins 7 jours avant la date de sa réunion. L'avis émis par l'autorité de gestion est inscrit au procès-verbal de cette instance. Elle participe à sa demande aux séances de cette instance.
- ♦ La liste des dossiers programmés par l'organisme intermédiaire est transmise à l'autorité de gestion pour information du comité de programmation de celle-ci.
- Lorsque l'OI est lui-même bénéficiaire d'une opération cofinancée au titre de la subvention globale, une séparation doit être organisée entre le service qui met en œuvre l'opération (bénéficiaire) et le service chargé des tâches de gestion et de contrôle du FSE alloué à cette opération (gestionnaire). Cette séparation fonctionnelle ressort de l'organigramme de l'OI. Les services concernés peuvent appartenir à une même direction. Les dossiers relatifs à ces opérations sont soumis aux mêmes procédures, critères de sélection, conditions d'éligibilité et contrôles que les dossiers relatifs aux opérations de bénéficiaires juridiquement distincts de l'OI.

5.2. Description du système de gestion et de contrôle

L'OI s'engage à mobiliser tous moyens nécessaires pour assurer la bonne gestion des crédits du FSE dans le respect de la réglementation européenne et des dispositions nationales.

L'OI communique à l'autorité de gestion une description précise de l'organisation, des moyens et des procédures mis en œuvre pour assurer les missions prévues à l'article 5.1, selon la forme et les modalités prévues.

L'autorité de gestion vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'OI permettent d'assumer les missions confiées. Si nécessaire, l'OI modifie son organisation à la demande de l'autorité de gestion. En cours d'exécution de la présente convention, l'OI communique à l'autorité de gestion, toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle. Si les éléments transmis par l'OI ne répondent pas aux obligations permettant de vérifier la piste d'audit telles que mentionnées à l'article 125 du règlement général et à l'article 25 du règlement délégué (UE) n°480/2014 susvisés, le bénéficiaire doit mettre en œuvre des mesures correctives sans quoi il ne peut être autorisé à participer aux appels de fonds.

La description établie par l'OI figure en annexe 3 à la présente convention. Sa version en vigueur engage celui-ci. En

cas de non-respect des dispositions prévues par le descriptif de système de gestion et de contrôle il peut être fait application des dispositions de l'article 11 de la présente convention.

Article 6 : Dispositions financières

6.1. Mise à disposition des crédits européens

Le versement de la subvention du FSE est effectué à partir du compte de tiers 464.1 de l'État dédié aux Fonds structurels européens hors budget de l'État suivi selon la codification CHORUS :

Axe « Fonds » :	FSE00
Axe « Tranche fonctionnelle »	FE2014-2020
Axe « Domaine fonctionnel » :	FSE00-11 - PO FSE Martinique
- Axe « Compte budgétaire » :	92 – Transfert aux conseils généraux
- Axe « Centre financier »	L103 – DRFIP MARTINIQUE

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances publiques.

Les fonds sont versés par virement au comptable assignataire, le Trésorier Payeur Territorial. Ils sont enregistrés aux comptes budgétaires définis par l'instruction budgétaire et comptable M57 applicables aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs .

Les crédits européens dus au titre des dispositions de l'article 6.2 infra, sont versés à l'OI dès lors que l'autorité de gestion dispose en trésorerie des crédits du FSE nécessaires suite aux versements de la Commission européenne.

6.2. Modalités de versement à l'organisme intermédiaire

Les versements des crédits du FSE de l'autorité de gestion à l'organisme intermédiaire sont effectués au titre d'avances, d'acomptes ou de solde.

6.2.1 Paiement d'avances

1/ Une avance est versée à l'organisme intermédiaire sur production d'attestations de démarrage des opérations cofinancées. L'avance doit être utilisée pour les paiements effectués au profit des bénéficiaires et mise sans délai à la disposition de ces derniers.

Le montant de l'avance qui sera versé à l'OI sera proportionnel à la part de la dotation qui lui est déléguée (montant prévisionnel FSE / enveloppe globale FSE *100).

Elle se répartit par année de la manière suivante :

Année	Montant avance attribuée à l'AG (a)	Quote-part (FSE SG/enveloppe globale FSE) (b)	Montant (c = a*b)
2014	1 172 180 €	26,18 %	306 923,95 €
2015	1 172 180 €	26,18 %	306 923,95 €
2016	1 172 180 €	26,18 %	306 923,95 €
Total avances 2014 – 2015 – 2016			920 771,85 €

Une première tranche de 500 000,00 € ayant été versée à l'OI en 2015, le solde d'avance dû s'élève à 420 771,85 € et sera versé dès signature de la présente convention.

2/ Une quote-part du préfinancement annuel sera versée dans la mesure où l'OI aura participé aux appels de fonds permettant de préserver le préfinancement annuel, et ceci jusqu'à la date limite des remontées de dépenses. Elle sera fonction de la part des dépenses déclarées par l'OI dans le total des dépenses déclarées concernant la période du 01/07 de l'année N jusqu'au 30/06 de l'année N+1.

Quote part = Montant préfinancement annuel * (dépenses déclarées OI / total dépenses déclarées sur la période)

Une notification de cette quote-part sera adressée à l'OI chaque année

Les modalités de déduction et de reprise de ces avances et des préfinancements annuels seront identiques à celles qui s'imposent à l'Autorité de Gestion, conformément au règlement UE 1303/2013.

6.2.2 Paiement des acomptes et du solde

Le paiement des acomptes et du solde est effectué dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés par axe dans le plan de financement de la subvention globale.

6.2.2.1 Paiement d'acomptes

Des acomptes sont versés à l'OI sous réserve de sa participation aux appels de fonds réalisés auprès de la Commission européenne.

Les dépenses donnant lieu à remboursement de la participation européenne reposent sur des certificats de contrôle de service fait réalisés par l'OI et validés par l'autorité de certification. Le montant FSE dû à l'OI est obtenu après déduction des corrections opérées en application de décisions prises à l'issue des différentes procédures de contrôle ou d'audit nationales ou européennes.

Le remboursement de la participation FSE au titre des dépenses de la subvention globale intégrées à un appel de fonds, repose sur le certificat de dépenses transmis par l'OI à l'autorité de gestion. Ce dernier est établi selon le modèle défini par l'autorité de gestion. Il comprend :

- le montant cumulé des dépenses acquittées par les organismes bénéficiaires et validés par l'autorité de certification et le montant des ressources correspondantes distinguant la participation du FSE et les cofinancements publics et privés mobilisés ;
- un état des ordres de reversement émis et des montants recouverts. L'OI est tenu de déduire de ses demandes de paiements toutes dépenses irrégulières dès lors que le contrôle est devenu définitif et que le retrait a été intégré dans un appel de fonds.

6.2.2.2 Paiement du solde

Le paiement du solde de l'aide FSE est conditionné à la production d'un certificat final de dépenses comprenant les dépenses totales effectivement réalisées, acquittées et justifiées par les bénéficiaires, retenues après contrôle de service fait, certifiées par l'autorité de certification, dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés dans le plan de financement de la subvention globale, net des versements d'avances et d'acomptes déjà effectués et des corrections opérées suite à tous niveaux de contrôle.

Sans préjudice des procédures de correction ou résiliation fixées aux articles 10.6. et 11, le paiement du solde est subordonné à la production :

- Des éléments permettant d'établir le dernier rapport de mise en œuvre prévu à l'article 7.1 incluant la subvention globale ;

- des éléments permettant d'établir le dernier résumé annuel des contrôles prévu à l'article 10-7 concernant la subvention globale.

Ces documents sont transmis à l'autorité de gestion dans un délai de 12 mois suivant la date limite de réalisation des opérations fixées à l'article 3.2.

Le montant de la participation FSE due au titre de la convention est plafonné au montant du FSE conventionné et au montant des crédits FSE retenus après contrôle de service fait au titre des opérations individuelles relevant de la subvention globale net des montants irréguliers éventuellement constatés après contrôle ou audit.

Les crédits FSE correspondant aux dépenses qui n'auraient pas été déclarées dans le dernier appel de fonds du programme ne font pas l'objet de remboursement à l'organisme intermédiaire.

6.3. Paiement des aides européennes aux bénéficiaires

L'OI s'engage à conclure avec chaque bénéficiaire une convention conforme au modèle de convention établi et diffusé par l'autorité de gestion du programme via Ma démarche FSE.

S'agissant des opérations mises en œuvre par l'OI pour lui-même, un document comportant les mêmes mentions est établi par le service de l'OI chargé d'assurer l'exécution des tâches de gestion (agissant en service gestionnaire en séparation fonctionnelle) et adressé au service chargé de mettre en œuvre l'opération (agissant en service bénéficiaire en séparation fonctionnelle) pour l'informer des obligations européennes auxquelles il doit souscrire.

L'OI verse aux bénéficiaires le montant de la participation FSE due et le cas échéant ses autres cofinancements, dans les meilleurs délais et veille au respect des dispositions de l'article 132 du règlement général.

Les opérations de paiement au bénéficiaire sont exécutées par le comptable assignataire sur la base des ordres de paiement que cet organisme a établis.

6.4. Intérêts et remboursement d'indus relatifs à la gestion financière de la subvention globale

L'autorité de gestion retient l'option de retrait immédiat des dépenses irrégulières des appels de fonds dès que le constat issu du contrôle est devenu définitif. Cette option s'impose à l'OI.

6.5 Apurement des comptes annuels

A chaque période comptable, l'OI s'engage à produire à l'autorité de gestion toutes les données comptables, les recouvrements et autres données nécessaires à l'examen des comptes annuels par l'autorité de certification. Ces données sont saisies par l'OI dans le système d'information.

A la réception du solde annuel après apurement des comptes annuels par la Commission Européenne, l'autorité de Gestion s'engage à verser à l'OI la quote part lui revenant.

Article 7 : Suivi et évaluation

7.1 Modalité de suivi de l'exécution de la subvention globale

L'OI renseigne et transmet à l'autorité de gestion, chaque année, hormis pour la première année de la subvention globale, et selon le calendrier déterminé par elle, le document type support du dialogue de gestion figurant à l'annexe 4 de la présente convention.

Il transmet les éléments nécessaires à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre du programme établi par l'autorité de gestion et fournit à l'autorité de gestion toute information nécessaire aux travaux du comité de suivi interfonds.

Les documents transmis par l'OI présentent :

- l'état d'avancement cumulé depuis le début de la période de réalisation des opérations fixée à l'article 3.2, ventilé par année;

- la mise en œuvre stratégique, physique et financière des dispositifs de la subvention globale, en apportant notamment des éclairages sur les données réalisées des indicateurs de réalisation et de résultat ;
- précise également, pour l'année écoulée, les faits marquants de la gestion de la subvention globale, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour y remédier.

7.2. Système informatisé de suivi de la subvention globale et de la gestion des opérations

L'OI utilise le logiciel Ma démarche FSE, outil informatique de gestion du programme opérationnel, afin de saisir l'ensemble des données physiques et financières concernant la sélection, le suivi et le contrôle des opérations cofinancées.

Il applique l'ensemble des instructions de l'autorité de gestion du programme en vue d'un renseignement fiable et continu des données relatives à l'ensemble des étapes de la piste d'audit.

7.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation

7.3.1 Les indicateurs de résultats et de réalisation

L'OI est chargé du pilotage et du contrôle du recueil des données relatives aux indicateurs de réalisation, de résultat et aux indicateurs financiers, fixés dans le programme opérationnel pour les axes concernés par le ou les dispositifs cofinancés au titre de la subvention globale. Ces données sont renseignées en continu dans Ma démarche FSE par les bénéficiaires.

Il veille à la qualité et à l'exhaustivité des données recueillies par les bénéficiaires ainsi qu'au respect par les bénéficiaires de leurs obligations en matière de protection des données personnelles telles que définies dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si la Commission européenne suspend ses versements à l'autorité de gestion en cas d'insuffisance de la qualité et de la fiabilité du système de suivi ou des données relatives aux indicateurs communs et spécifiques, l'autorité de gestion peut suspendre le versement des crédits du FSE à l'OI pour la part de cette insuffisance qui lui est imputable.

7.3.2 Cadre de performance

L'OI doit contribuer à l'atteinte des cibles fixées à l'annexe 5 de la présente convention.

7.4. Évaluation

En application des articles 54, 56 et 57 du règlement général sur l'évaluation des fonds européens, la subvention globale peut donner lieu à une évaluation spécifique menée par l'autorité de gestion ou la Commission européenne.

Les données et informations nécessaires à ces évaluations sont tenues à disposition des évaluateurs par l'OI jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 8 : Comptabilité séparée

Afin de permettre l'audit financier de son système de gestion et de contrôle, l'OI s'engage à tenir une comptabilité séparée ou à avoir recours à une codification comptable adéquate afin d'assurer le suivi des financements de la subvention globale.

Article 9 : Autres obligations

9.1. Information et communication

L'OI respecte les obligations de publicité de la participation du FSE fixées par la réglementation européenne et par les dispositions nationales.

En particulier, il appose l'emblème de l'Union européenne et la référence au programme opérationnel sur les supports et documents en lien avec la mise en œuvre de sa subvention globale. Il applique l'obligation d'affichage dans ses locaux. Il informe les bénéficiaires potentiels du cofinancement par le FSE des dispositifs de la subvention globale. Il s'assure que les bénéficiaires en informent les participants aux opérations. Il assure une communication sur le soutien du FSE à la réalisation

des opérations menées dans le cadre de la subvention globale. S'il dispose d'un site internet, il actualise, à ce titre, régulièrement la rubrique ou les pages dédiées à la subvention globale conformément aux dispositions de l'annexe XII du règlement général.

Il remplit ces fonctions dans le respect de la stratégie de communication du programme opérationnel mise en œuvre par l'autorité de gestion et dans lequel il s'inscrit selon les modalités arrêtées.

9.2. Respect des priorités européennes

Pour la réalisation des missions qui lui sont confiées au titre de l'article 5.1 de la présente convention, l'OI s'engage à promouvoir les priorités européennes en matière de développement durable, de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de non-discrimination, ainsi que les autres principes horizontaux mentionnés dans le programme opérationnel.

L'OI en tient notamment compte pour la détermination des critères de sélection de ses appels à projets.

9.3. Mise en place d'un dispositif de contrôle interne

Le système de gestion et de contrôle mentionné à l'article 5.1 de la présente convention doit permettre à l'OI de prévenir, détecter et corriger les irrégularités. A cet effet, il met notamment en place un dispositif de contrôle interne efficace reposant sur une analyse des risques mise à jour régulièrement.

Il informe les bénéficiaires de l'existence d'un dispositif de recueil des plaintes et de suspicion de fraudes mis en place par l'autorité de gestion.

Il respecte les règles éthiques et morales fixées par la charte déontologique de l'autorité de gestion et s'engage également à prévenir et remédier aux conflits d'intérêts pouvant survenir lors de la gestion et du contrôle des crédits qui lui sont alloués par la présente subvention.

L'OI s'engage également à traiter les plaintes émanant de ses bénéficiaires et à rendre compte de ce traitement à l'autorité de gestion. De même il s'engage à répondre à l'autorité de gestion en cas de suspicion de fraude relevant de la présente convention.

9.4. Communication des irrégularités et prévention de la fraude

Dans les conditions prévues par l'article 122 du règlement général, les irrégularités constatées de plus de 10 000€ de FSE et dès le 1^{er} euro pour les entreprises bénéficiaires en faillite et les irrégularités frauduleuses font l'objet, par l'OI, d'une déclaration à la Commission européenne via le système d'information dédié.

9.5. Conservation des pièces justificatives

Sans préjudice des règles régissant les aides d'État, l'OI tient à la disposition des autorités nationales de gestion, de certification et d'audit ainsi que des instances européennes compétentes jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes par l'autorité de gestion en titre à la Commission européenne dans lesquels figurent les dépenses des opérations relatives à la subvention globale:

- toutes les pièces relatives à la gestion et au contrôle des opérations programmées dans le cadre de la subvention globale (notamment les pièces justificatives des dépenses et ressources de chaque opération);
- les informations et documents relatifs au suivi financier de la subvention globale y compris le certificat de dépenses mentionné à l'article 6.2.2;
- les justificatifs du versement effectif des aides du FSE et des cofinanceurs nationaux aux bénéficiaires.

Pour chaque rapport de contrôle de service fait inclus dans un compte annuel transmis à la Commission européenne, l'autorité de gestion informe le bénéficiaire de la date de commencement du délai de conservation des pièces afférentes.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou administrative ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne, conformément à l'article 140 du règlement général.

A l'occasion de ses contrôles, l'OI vérifie le respect des obligations de conservation des pièces justificatives par les bénéficiaires.

Article 10 : Contrôles et audits

10.1. Contrôle réalisé par l'organisme intermédiaire

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article 5.1 du présent avenant et pour se conformer aux exigences

du règlement général, l'OI effectue un contrôle du service fait (y compris les visites sur place en cours d'exécution de l'opération) pour toute dépense présentée par le bénéficiaire et transmise à la Commission européenne. A cette fin, il établit un rapport de contrôle de service fait utilisant les documents types et manuels de procédure mis à disposition par l'autorité de gestion et applique les instructions nationales fixées par elle.

Les rapports de contrôle de service fait sont transmis au fil de l'eau à l'autorité de certification via l'application « Ma-démarche-FSE ».

10.2. Contrôles réalisés dans le cadre de la certification des dépenses

Ces vérifications sont effectuées par l'autorité de certification du programme opérationnel.

Tous les rapports de contrôle de service fait sont directement transmis par l'OI à ce service, conformément aux dispositions de l'article 10.1. L'OI tient à la disposition de l'autorité de certification l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ses contrôles.

L'autorité de certification procède à la validation des dépenses retenues par l'OI et s'assure du retrait des dépenses irrégulières constatées à l'issue de toute procédure de contrôle avant transmission d'un appel de fonds à la Commission européenne.

A titre conservatoire, l'autorité de certification peut écarter d'un appel de fonds toute dépense présentée par l'OI pour laquelle elle ne dispose pas des éléments lui permettant de garantir sa régularité au regard de la réglementation applicable.

10.3. Contrôles d'opérations

Les contrôles d'opérations prévus à l'article 127 du règlement général sont effectués par le service désigné à cet effet sous la supervision de l'autorité d'audit.

Pour permettre l'échantillonnage des opérations qui sont soumises à un contrôle d'opération, l'OI fournit à l'autorité d'audit les données complémentaires qui seraient nécessaires.

Les procédures de contrôles d'opération sont définies par l'autorité d'audit responsable de leur réalisation.

10.4. Contrôles et audits par les autorités habilitées

L'OI s'engage, en cas de contrôle opéré soit par l'autorité de gestion ou toute personne physique ou morale qu'elle a mandatée, soit par les autorités de contrôle nationales ou leurs mandataires, soit par les instances européennes compétentes,

- à présenter :
 - o toutes les instructions internes relatives à la gestion de la subvention globale,
 - o toutes les pièces de procédure relatives aux opérations,
 - o toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses et aux ressources des opérations (copies lorsque l'organisme intermédiaire est doté d'un comptable public),
 - o et toutes les pièces relatives à l'établissement des certificats de dépenses adressés à l'autorité de gestion ainsi qu'aux versements FSE au titre de la subvention globale, reçus de l'autorité de gestion et effectués auprès des bénéficiaires.
- à permettre tout contrôle des montants correspondant à ces pièces dans sa comptabilité,
- à répondre à toute demande faite par les contrôleurs dans les délais fixés.

L'OI se soumet en particulier aux contrôles de supervision menés par l'autorité de gestion, conformément au cadre de supervision, sur pièces ou sur place, afin de vérifier la régularité du système de gestion et contrôle mis en place par l'OI et joint en annexe 3 ainsi qu'aux audits de système et à tout contrôle diligenté par l'autorité d'audit, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

10.5. Suites des contrôles et audits

Si des dépenses relevant de la présente convention de subvention globale ont été qualifiées d'irrégulières à l'issue d'une procédure de contrôle ou d'audit, l'OI procède au retrait des dépenses irrégulières dans le système d'information dédié.

Si l'organisme n'a pas procédé au retrait des dépenses irrégulières dans les délais indiqués par l'autorité de gestion, cette dernière peut elle-même procéder au retrait de ces dépenses dans le système d'information.

A titre conservatoire, dans l'attente de ces retraits, l'autorité de certification suspend les dépenses irrégulières des demandes de paiement présentées à la Commission européenne.

Si des contrôles ou audits menés par les instances nationales et européennes habilitées mettent en évidence des irrégularités de nature systémique (i-e récurrente et induite par le système de gestion ou de contrôle mis en place par l'OI), l'autorité de gestion met en demeure l'OI de prendre toute mesure nécessaire pour garantir la bonne gestion des crédits relevant de la subvention globale et la régularité des dépenses déclarées à la Commission européenne dans des délais compatibles avec la date limite de déclaration des dépenses fixée à l'article 3.4. supra. L'OI rend compte aux contrôleurs concernés et aux représentants des autorités de gestion et de certification de la mise en œuvre des mesures correctives demandées. A titre conservatoire, et sans préjudice des prérogatives dévolues en propre à l'autorité de certification, l'autorité de gestion peut demander à cette dernière que soit exclus tout ou partie des dispositifs de la subvention globale concernés des appels de fonds présentés à la Commission européenne. L'OI est autorisé de nouveau à participer à un appel de fonds auprès de la Commission européenne dès lors que son système de suivi, de gestion et de contrôle est considéré comme sécurisé au regard des exigences européennes.

A défaut de mesures correctives satisfaisantes, l'autorité de gestion peut appliquer des corrections forfaitaires ou extrapolées sur le total des dépenses susceptibles d'être irrégulières. Pour l'application des corrections forfaitaires, l'autorité de gestion s'appuie sur le barème fixé dans l'annexe 6 à la présente subvention.

Si les constats des contrôles et audits font état de dysfonctionnements auxquels il ne peut être remédié, l'autorité de gestion procède à la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 11.

10.6. Résumé annuel des contrôles

Afin de permettre à l'autorité de gestion de remplir son obligation fixée à l'article 59 §5 b) du règlement (UE) n°966/2012, l'OI communique à celle-ci pour le 30 septembre de chaque année² un résumé annuel des rapports finaux d'audit et des contrôles effectués sur leur système de gestion et de contrôle, y compris une analyse de la nature et de l'étendue des erreurs et des faiblesses relevées, ainsi que les mesures correctrices prises ou prévues.

Article 11 : Résiliation

Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 10.6., en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent ou de manquements graves, l'autorité de gestion peut résilier la présente convention.

L'autorité de gestion notifie à l'OI, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation.

Sur son initiative, l'OI peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit 15 jours après accusé réception par l'autorité de gestion d'une lettre recommandée.

La résiliation maintient les obligations de l'OI au titre des opérations conventionnées avant le prononcé de celle-ci.

Un état liquidatif de la subvention globale est établi par l'autorité de gestion pour solde de tout compte.

En cas de trop-perçu, l'OI reverse les sommes indûment reçues à réception de l'ordre de recouvrement.

Article 12 : Liquidation de l'organisme intermédiaire

Si l'OI se trouve en état de cessation de paiements et avant prononcé de sa liquidation, ce dernier transmet à l'autorité de gestion l'ensemble des documents relatifs à la gestion administrative et financière de la subvention globale.

Article 13 : Responsabilité financière et indus à recouvrer

² Le premier résumé porte sur la période courant de la date de début de la période de réalisation fixée à l'article 3.2 au 31 décembre 2015. Ensuite il portera sur les audits et contrôles réalisés en n-1 pour le résumé d'une année n.

En cas d'application d'une correction forfaitaire ou extrapolée ou de déprogrammation de dépenses consécutive à un audit ou un contrôle, l'OI s'engage à verser l'intégralité des montants dus aux bénéficiaires si leur responsabilité ne peut être établie pour le motif de la correction.

En cas de retrait total ou partiel de dépenses relatives à une opération mis en œuvre à titre de mesure corrective, l'OI rembourse à l'autorité de gestion toute somme indûment perçue au titre de cette opération

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 122 du règlement général, l'OI recouvre les sommes indûment payées. En particulier, il prend à sa charge les corrections financières résultant d'irrégularités constatées à l'occasion des contrôles et audits mentionnés à l'article 10. Pour l'application des dispositions de l'article 143 du même règlement, il lui revient de procéder au recouvrement des sommes indues auprès du bénéficiaire sur la base des dispositions des conventions signées avec ce dernier. En application des dispositions de l'article 122 précité, l'OI a décidé de ne pas recouvrer un montant indûment payé si le montant de la contribution des fonds à récupérer ne dépasse pas la somme de 250 euros.

Lorsque les montants indûment versés à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrés, l'OI est responsable du remboursement du préjudice pour le budget général de l'Union européenne sauf si cette dernière prend à sa charge ce non recouvrement, ou lorsqu'il est établi que la perte résulte de sa propre faute ou négligence.

Dans tous les cas, il transmet à la demande de l'autorité de gestion les informations détaillées portant sur les recouvrements.

L'OI prend également à sa charge les corrections, notamment les corrections forfaitaires ou extrapolées, prévues à l'article 10 supra.

Article 14 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, et de l'ensemble de ses annexes.

Article 15 : Litiges, contentieux et recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions globales.

Les décisions de l'autorité de gestion prises pour l'application de la présente convention peuvent être contestées par l'OI qui peut présenter :

- un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée. Ce délai est interrompu en cas de recours administratif.

L'OI s'engage à informer les bénéficiaires des voies et délais de recours dans les conventions qui les lient.

L'organisme intermédiaire

L'Autorité de gestion

*(Date, nom et qualité,
signature et cachet)*

*(Date, nom et qualité,
signature et cachet)*

Notifiée et rendue exécutoire le :

Liste des annexes

- Annexe 1. descriptif technique de la subvention globale par dispositif cofinancé : objectifs stratégiques, indicateurs, critères de sélection, taux d'intervention
- Annexe 2. plan de financement de la subvention globale et de chaque dispositif cofinancé,
- Annexe 3. descriptif détaillé du système de gestion et de contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire (DSGC)
- Annexe 4. document type support du dialogue de gestion
- Annexe 5. objectifs fixés pour le cadre de performance
- Annexe 6. barème de correction financière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-101-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-101-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL EXPLOITATION PETIT MORNE – INVESTISSEMENTS LIÉS À LA PLANTATION DE BANANE, ACQUISITION D'UNE CUVE DE STOCKAGE D'EAU ET D'UN ENSEMBLE DE TRAITEMENT DE LA CERCOSPORIOSE (2015) – RMAR040116DA0970206»

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 25 février 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 février 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER s'élevant à cent quarante neuf mille cent quatre vingt deux euros six centimes (149 182,06 €), soit 61,88% du coût total prévisionnel éligible de 241 099,32 €, est attribuée à la «SARL EXPLOITATION PETIT MORNE– Investissements liés à la plantation de banane, acquisition d'une cuve de stockage d'eau et d'un ensemble de traitement de la cercosporiose (2015) – RMAR040116DA0970206».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018/

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-102-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-102-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EARL CHARMINE BANANIÈRE – PLANTATION DE VITROPLANTS 2017 ET 2018 - RÉALISATION DE TRACES - ACQUISITION D'UN CANON POUR LA LUTTE CONTRE LA CERCOSPORIOSE ET D'UNE REMORQUE PENDULAIRE - RMAR040117DA0970046 »

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 7 mars 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 février 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de cent dix-sept mille six cent trente euros cinquante neuf centimes (117 630,59 €), soit 60,11 % du coût total éligible de l'opération de 195 702,85 €, est attribuée à l'«EARL CHARMINE BANANIERE - Plantation de vitro plants 2017 et 2018 - Réalisation de traces - Acquisition d'un canon pour la lutte contre la cercosporiose et d'une remorque pendulaire - RMAR040117DA0970046 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a circular official stamp of the Collectivité Territoriale de Martinique. The text "Collectivité Territoriale de Martinique" is written around the perimeter of the circle. In the center, there is a coat of arms featuring a shield with various symbols, including a ship and a sun. The name "Claude LISE" is written in bold, black, capital letters across the stamp.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-103-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-103-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE EN COFINANCEMENT À LA « SARL EDEN – MÉCANISATION TRAVAUX/CHAMPS, AMÉNAGEMENT STATION CONDITIONNEMENT EN 2015 – 2^{ème} PARTIE (BANANE) – RMAR040116DA0970084 »

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 9 mars 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 Janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quarante-cinq mille huit cent trente euros soixante dix centimes (45 830,70 €), soit 63,75 % du coût total éligible de l'opération de 71 891,30 €, est attribuée à la «SARL EDEN – Mécanisation travaux/champs, aménagement station conditionnement en 2015 – 2^{ème} partie (banane) – RMAR040116DA0970084».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de huit mille quatre vingt sept euros soixante dix huit centimes (8 087,78 €) est attribuée à la « SARL EDEN – Mécanisation travaux/champs, aménagement station conditionnement en 2015 – 2^{ème} partie (banane) – RMAR040116DA0970084.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-104-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-104-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE À LA «SARL EDEN – PLANTATION 2016 ET AMÉNAGEMENT DE STATION DE CONDITIONNEMENT – RMAR040116DA0970195»

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17-359-1 du 12 octobre 2017 portant octroi d'une aide publique à la SARL EDEN pour la plantation 2016 et l'aménagement de sa station de conditionnement ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 1^{er} avril 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 février 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide complémentaire FEADER d'un montant de quatre mille deux cent quarante neuf euros trente huit centimes (4 249,38 €) est attribuée à la « SARL EDEN – Plantation 2016 et aménagement de station de conditionnement – RMAR040116DA0970195 », portant la participation totale du FEADER à quatre vingt trois mille cent quatre vingt seize euros trente six centimes (83 196,36 €).

Le coût total éligible de l'opération se monte à 149 651,65 € au lieu de 139 653,10 €.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-105-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-105-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE - ACQUISITION DE MATÉRIEL - CONFECTION DE TRACES (AMÉLIORATION FONCIÈRE) - 2014 / 2^{ème} PARTIE - RMAR040116DA0970155 »

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée 26 février 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 février 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de deux cent onze mille trois cent quatre euros cinquante-neuf centimes (211 304,59 €), soit 60,12 % du coût total éligible de l'opération de 351 427,50 €, est attribuée à la « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELEE – Acquisition de matériel – Confection de traces (Amélioration foncière) – 2014 / 2^{ème} partie – RMAR040116DA0970155 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente sept mille deux cent quatre vingt neuf euros quatre centimes (37 289,04 €), est attribuée à la « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE – Acquisition de matériel – Confection de traces (Amélioration foncière) – 2014 / 2^{ème} partie – RMAR040116DA0970155 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-106-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-106-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SAS CANASUC (EX LAPALUN) - PLANTATION DE 70 HA DE CANNE À SUCRE AVEC DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE VARIÉTÉ, ACQUISITION DE MATÉRIEL DE TRAITEMENT - RMAR040116DA0970009 »

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée 17 avril 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 février 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de deux cent trente-deux mille trois cent trente-six euros trente-quatre centimes (232 336,34 €), soit 58,69 % du coût total éligible de l'opération de 395 872,50 €, est attribuée à la « SAS CANASUC » (ex SAS LAPALUN) – Plantation de 70 ha de canne à sucre avec développement d'une nouvelle variété - Acquisition de matériel de traitement – RMAR040116DA0970009».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quarante et un mille euros cinquante quatre centimes (41 000,54 €), est attribuée à la « SAS CANASUC (ex SAS LAPALUN) – Plantation de 70 ha de canne à sucre avec développement d'une nouvelle variété - Acquisition de matériel de traitement – RMAR040116DA0970009».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-108-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2018
Date de réception préfecture : 29/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-108-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1751-1 DU 20 OCTOBRE 2015 DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À CAP NORD MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DU SENTIER MARTINEAUD À GRANDE SAVANE AU PRÊCHEUR

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement ;

Vu la décision n°C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 78 de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP - programme 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1751-1 du 20 octobre 2015 portant octroi d'une subvention à CAP Nord Martinique pour la réalisation du sentier Martineaud à grande savane au Prêcheur ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquels le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à 800 000 € ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération n°15-1751-1 de la Commission Permanente du Conseil Régional de Martinique du 20 octobre 2015 portant octroi d'une subvention à CAP Nord Martinique pour la réalisation du sentier Martineaud à Grande Savane au Prêcheur est annulée.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

